COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

Samedi 5 juillet 1980 — N° 77 — PRIX Antilles : 2 F, France : 3 F

Editorial

Arracher la terre aux mains capitalistes

Après Capesterre, les occupations de terre s'étendent et se multiplient. Après ceux de Conodor, de Bis, de Bone, ce sont maintenant les travailleurs de Castel (Lamentin) et de Vincent (Lamentin) qui occupent les terres de la SIS-SAG. Comme ceux de Capesterre, ces travailleurs de Ste Rose Lamentin veulent cultiver de la terre pour vivre, y planter de quoi manger. Ils ont constituer des comités élus qui dirigent le mouvement...

Il est certain qu'il existe actuellement en Guadeloupe une réelle volonté d'obtenir de la terre chez les ouvriers agricoles, les jeunes chômeurs et même des travailleurs en général qui ont la plus grande peine à joindre les deux bouts.

D'autre part, la fermeture définitive de l'usine Darboussier et l'annonce d'une réforme foncière concernant près de 10 000 ha de terre ont fait dresser l'oreille de plus d'un travailleur agricole. Beaucoup se demandent si ces terres ne seront pas vendues surtout aux riches, à ceux qui en ont déjà. Les occupants de Ste-Rose ont préféré prendre les devants et s'accaparer des terres, ceux du Lamentin aussi. Et c'est bien cela que tous les travailleurs agricoles, que tous les jeunes chômeurs devraient faire dans toutes les régions de la Guadeloupe : prendre les terres ; pratiquer eux mêmes la réforme foncière.

Il ne faut pas laisser Darboussier, et la SAFER, le gouvernement, décider seuls de la retrocession des terres. Ceux qui les ont travaillées ont leur mot à dire. Cette terre doit leur revenir, elle est à eux. A eux, ouvriers d'usine, ouvriers agricoles, petits colons et planteurs, jeunes chômeurs de la répartir et d'y planter ce qu'ils décideront eux-mêmes d'y planter.

Il ne faut donc pas que les occupations de Capesterre, Ste-Rose et Lamentin restent des cas isolés. Les travailleurs et la population laborieuse ont intérêt à se rendre en masse sur ces terres, et s'organiser pour occuper massivement les terres des grosses sociétés capitalistes.

Les capitalistes de Darboussier ne sont pas venus en Guadeloupe avec de la terre dans leurs valises, par contre ils s'apprêtent à partir avec des millions et des millions de profits amassés sur le dos, la sueur, le sang de plusieurs générations de travailleurs. Ils peuvent grâce à l'Etat réaliser une dernière plus value en revendant des milliers d'hectares à un organisme comme la SAFER qui dépend directement du gouvernement. Les travailleurs guadeloupéens se laisseront-ils tromper plus longtemps ? Laisseront-ils se réaliser sous leurs yeux une des plus vaste opérations de spéculation de ces dernières années ? Laisseront-ils des riches, des nantis, des propriétaires fonciers acquérir les terres rentrant dans le cadre de la réforme foncière ? Alors qu'eux n'ont rien ?

Ce sont à ces questions que répondent déjà en fait plusieurs centaines de travailleurs en occupant les terres.

Aux milliers d'autres de les rejoindre et d'envahir les terres des voleurs, des rapaces capitalistes.

Le Congrès du PPM Selon les rôles le PPM se ménage plusieurs poses.

La première partie du 8e congrès du PPM s'est tenue le week-end du 28 et 29 juin et a examiné la question du mot-d'ordre et le projet de société défendu par le PPM. Il doit se poursuivre les 5 et 6 juillet avec comme ordre du jour la restructuration du PPM et l'élection d'une nouvelle direction.

Après les récentes déclarations de Césaire reconnaissant l'inéluctabilité de l'indépendance, après aussi la démission de Régis du Conseil Général nombreux étaient ceux qui s'attendaient à une remise en cause du mot d'ordre d'autonomie adopté jusque là par le PPM. A ce niveau, on peut dire qu'il s'agit d'un coup pour rien.

En effet, le nouveau mot d'ordre adopté est : « Autonomie pour la nation martiniquaise, étape de l'histoire du peuple martiniquais en lutte depuis 3 siècles pour son émancipation définitive ».

Il n'y a donc pratiquement rien de changé par rapport à l'ancien mot d'ordre d'« Autonomie pour la nation martiniquaise », sauf l'idée d'étape qui s'y trouve ajoutée.

En réalité, le Parti Progressiste Martiniquais a tenu à ne mécontenter personne.

Ni toute une fraction prudente pour laquelle le mot « indépendance » signifie radicalisme, révolution, et donc une perspective à éviter.

Ni non plus une partie de la jeunesse et de la petite-bourgeoisie radicalisée pour laquelle l'indépendance immédiate apparaît comme la solution principale aux problèmes actuels de la Martinique.

En réalité, le PPM tient à apparaître à la fois comme un parti suffisamment avancé et « radical » pour rassembler autour de lui une bonne partie des nationalistes. En même temps il tient à rester le porte-parole de notables de gauche qui ne dédaigneraient pas une fraction de pouvoir octroyé par le gouvernement français, que ce gouvernement soit d'ailleurs dirigé par un Mitterand ou un Giscard. C'est pourquoi il mélange les discours nationalistes « avancés » avec les formules prudentes afin de ne mécontenter personne !

J.B.

Nouvelles Galeries. Les travailleurs toujours en lutte. Prendre les patrons à la gorge !

Voilà un mois que les travailleurs des Nouvelles Galeries sont en grève. La direction refuse de réembaucher le boucher licencié. Du côté des travailleurs le moral est bon ; ils ne sont pas prêts à céder. Le 24 juin, ils ont occupé le siège du CRPG (le patronat guadeloupéen), le 25 ils organisaient une journée de solidarité, c'est-à-dire un jour de grève dans les autres grandes surfaces de l'agglomération pointoise. Ce fut un succès. Unimag et Escale ont fermé et il y a eu des débrayages à Central Cash et dans les deux Prisunics.

Plusieurs tentatives de « médiation » ont déjà eu lieu et ont presque échoué : celle du Maire des Abymes comme celle du délégué du centre patronal, Mr Gugenheim.

Les patrons ne veulent pas céder. Aux travailleurs des Nouvelles Galeries d'envisager de nouvelles formes d'actions plus dures, plus radicales pour obliger le pouvoir ; l'administration coloniale, la préfecture, qui soutiennent le patronat exploiteur et arrogant de ce pays, à réembaucher le travailleur licencié. Si les palabres, les réunions ne payent pas, il faudra prendre les patrons à la gorge jusqu'à ce qu'ils cèdent, il faudra que les travailleurs des Nouvelles Galeries fassent éclater leur colère afin que cela soit entendu dans tout le pays et que les officines patronales, préfectorales et tout ce beau monde en tremblent. Les moyens de vaincre existent. Les travailleurs ne sont pas dépourvus de possibilités. Il faut les mettre en pratique, farouchement, avec détermination.

Les travailleurs des Nouvelles Galeries ont tout à gagner à « mettre le paquet », par contre s'ils permettent aux patrons de gagner cette épreuve de force, ces derniers leur marcheront dessus après. Ils licencieront d'autres travailleurs, peut être même des dirigeants syndicaux, des délégués du personnel. S'appuyant alors sur la démoralisation qui suivrait une défaite des travailleurs, ils n'auront de cesse de tracasser, réprimander, réprimer les travailleurs de l'entreprise, comme ce qui se passe à la SIG depuis près d'un an après l'échec de la grève.

Par contre, si les travailleurs des Nouvelles Galeries remportent la victoire, ils rentreront la tête haute et les patrons, échaudés par cette leçon hésiteront à réprimer à nouveau. Cela rejaillira aussi sur toutes les entreprises commerciales car les capitalistes du commerce sauront que l'on ne peut s'attaquer à un employé du commerce sans se préparer des jours bien difficiles, et sans que l'ensemble des travailleurs réagissent.



Guadeloupe :
Amis et sympathisants, rendez-vous
samedi 12 et dimanche 13 juillet sur la plage de Sainte-Claire Goyave à LA FETE de Combat Ouvrier

voir programme page 4

Conodor ; malgré les intimidations les occupants tiennent bon.



Depaze et Dechantrac, représentants de la SAG, en compagnie du commandant de gendarmerie à Castel.



Depaze entouré par les travailleurs de Castel

Selon le maire de Sainte-Rose, la liste des occupants de Conodor qui lui a été remise par une délégation du comité d'occupation, lui permettra de faire pression sur les représentants de la S.A.G. et sur la préfecture pour l'obtention des terres. Il ne s'est pourtant pas engagé à présenter la proposition d'achat de terre à 1 franc symbolique, faite par les occupants.

De son côté la S.A.G. a déjà manifesté son opposition à l'occupation des terres de Conodor : deux de ses représentants très connus dans la région, Depaze et Dechantrac, se sont présentés sur les lieux accompagnés d'un huissier. Ils ont profité de l'absence d'un grand nombre d'occupants pour faire leur constat. Ils ont tenté d'intimider deux occupants qui se trouvaient sur leurs terres en prenant le numéro d'immatriculation de la voiture de l'un d'eux. Ils ont même eu l'audace de leur demander s'ils n'avaient pas honte d'occuper des terres qui ne leur appartenaient pas.

Ce sont ces mêmes hommes, patrons et huissiers qui étaient présents sur les terres occupées de Castel, protégés par les gardes mobiles, et qui ont donné l'ordre d'expulser les occupants par la force.

Des bruits couraient que le même sort était réservé aux occupants de Conodor. Ceux-ci s'attendaient à être expulsés par la force le mardi...

Dès le lundi soir, les occupants de Conodor se mobilisèrent. Ils firent des prises de parole à Bis, Cadet et La Boucan pour faire appel à la solidarité de toute la population et des autres occupants de la région. Dès 5 heures du matin le mardi les occupants de Conodor étaient mobilisés sur leurs terres. Il n'y eu aucune intervention des patrons et des forces armées. Dans la matinée, seule une jeep de gendarmerie fit le tour du terrain.

Toutes ces intimidations, venant de gros capitalistes usiniers prouvent bien que ceux-ci ne sont pas décidés à cèder les terres. Le seul langage qu'ils comprennent est celui de la force. Ce sont les occupants eux-mêmes, accompagnés s'il le faut du maire qui doivent négocier avec eux. C'est la seule garantie qu'ils ont de contrôler eux-mêmes leurs propres affaires.

Emigration :

La solidarité s'exprime dans la rue

Sous une pluie battante à Paris des travailleurs de l'émigration ont dans la rue, avec Combat Ouvrier, manifesté leur solidarité avec les dockers et les camionneurs en grève en Martinique ainsi que les ouvriers agricoles et jeunes chômeurs qui occupent des terres en Guadeloupe. Malgré un nombre relativement restreint (un peu plus de cent) la manifestation était très dynamique. Les mots d'ordre « Grève en Martinique, solidarité ! », « Vive les occupations de terres en Guadeloupe », « Du travail aux Antilles pour les Antillais », « A-bas le colonialisme », « Troupes françaises hors des Antilles » furent scandés tout le long du parcours de la station de métro Ménilmontant à la station Jaurès c'est-à-dire dans un quartier ouvrier et immigré de Paris. Cela s'est vu et entendu.

Bien sûr cette manifestation ne suffit pas pour dénoncer en France la politique coloniale du gouvernement. Mais elle est un encouragement pour tous ses participants, bien décidés à faire ce qui sera nécessaire pour que les luttes de nos camarades des Antilles ne restent pas secrètes et pour que le gouvernement sache que dans l'émigration nous sommes prêts à dénoncer sans relâche sa politique de répression.

La bombe à neutrons ou le moyen de tuer sans empêcher les profits des capitalistes.

Giscard a annoncé dans sa dernière conférence de presse que l'armée française pourra être équipée en 1982 de la bombe à neutrons.

La France est en pleine crise économique, l'Etat prétend ne pas avoir d'argent pour les plus défavorisés. Il n'empêche qu'il trouve des ressources pour offrir un nouveau jouet aux militaires, un jouet bien dangereux. La bombe à neutrons peut en effet détruire toute vie humaine dans un rayon de 15 Km mais, et c'est sa particularité, elle tue sans détruire le matériel, les bâtiments, les routes. Ainsi l'ancien amiral J. Sanguinetti, membre du parti socialiste, a fait savoir qu'une telle bombe aurait pu avoir été utilisée au Zaïre par le gouvernement français contre les révoltés su Shaba et cela sans toucher aux mines de cuivre vitales pour les capitalistes français.

Pour calmer un peu l'opinion, Giscard a, quant à lui, prétendu qu'elle ne sera utilisée que pour arrêter les colonnes de chars, sous entendu russes, en cas d'agression du territoire français. Mais on sait aussi que l'armée française toute entière est censée jouer un tel rôle de défense. Pourtant on l'a vue en Indochine, en Algérie, à Djibouti, au Tchad, au Zaïre, chaque fois agresseur, pour la défense des intérêts de la bourgeoisie française et généralement contre la volonté et le droit d'un peuple opprimé.

Alors nous ne nous étonnons pas de voir tous les partis politiques français, à l'exeption du Parti Communiste , défendre la nouvelle bombe au nom de ce qu'ils appellent la grandeur et l'indépendance de la France. Tous ces gens ont toujours défendu et défendent là, les intérêts de la bourgeoisie française. Le Parti Communiste est contre cette bombe mais on ne peut guère compter sur cette opposition quand on sait que pendant vingt ans le PC a été contre les armes nucléaires et que, en mars 1978, pour gagner quelques voix sur sa droite il a retourné sa veste. Rien ne dit qu'il ne retournera pas sa veste une nouvelle fois en 1981 pour rejoindre le chœur de ceux qui soutiennent une nouvelle arme cruellement meurtrière.

NOUVELLES GALERIES

Dernière heure

Mercredi, la direction a fait des menaces. D'après elle, elle serait prête à licencier l'ensemble des employés grévistes, si le travail ne reprend pas. De plus elle accuse les employés de commerce de vol, les rendant responsables de ce qui est appelé dans les grands magasins, « la démarque inconnue ».

Il est tout à fait scandaleux d'entendre ces hommes de la direction qui empochent des millions au moment des inventaires, accuser de vol l'ensemble des employés à qui ils font suer le profit pour des salaires de misère.

Toutes ces menaces ne sont faites que pour démoraliser les grévistes. Car les patrons des Nouvelles Galeries, les Aubery, les Briais, doivent savoir que s'ils ferment les Nouvelles Galeries, ils devront aussi fermer leurs autres magasins, car la colère de ceux des Nouvelles Galeries, ne pourra que gagner ceux qui se font exploiter à Unimag ou autres grands magasins de ces capitalistes.

AFFAIRE BAVARDAY

La protestation unitaire a fait reculer la justice coloniale.

Philippe Bavarday n'a pas été remis en prison. Ce jeune Marie-Galantais accusé d'avoir frappé le sous-préfet devant un bureau de vote à Marie-Galante avait été brutalement emprisonné et jugé en flagrant-délit. Devant la mobilisation populaire, et la manifestation qui s'en était suivie , la justice coloniale a reculé et a préféré le libérer. Cependant, le procureur de la république ayant fait appel, un deuxième jugement devait avoir lieu à Basse-Terre le vendredi 27. Le verdict rendu le lendemain samedi confirma le premier jugement qui avait accordé la mise en liberté provisoire de Philippe Bavarday. Il faut dire que pour empêcher la justice coloniale de sévir et de réprimer durement, une vingtaine d'organisations s'étaient réunies pour créer un comité de coordination et de lutte contre la répression et avaient appelé à une manifestation devant le palais de justice de Basse-Terre le vendredi 27 juin.

D'autre part, le procès de Bavarday sur le fond même de l'affaire aura lieu le 9 juillet. D'ores et déjà un certain nombre d'organisations envisagent d'organiser plusieurs formes d'actions et de manifestations pour soutenir Bavarday et pour protester contre la répression qui le frappe.

Nous publions ci-dessous le texte commun et l'appel au rassemblement qui avait été lancé pour le vendredi 27 juin.

Contre la répression à Marie-Galante

Tous à Basse-Terre le vendredi 27 juin !

1)Depuis le dimanche 15 juin, le pouvoir colonial a pris comme cible particulière les travailleurs et le peuple de Marie-Galante. D'abord le dimanche en étalant sans vergogne aux abords des bureaux de vote de la commune de Grand-Bourg ses forces de répression, ensuite en montant une énorme provocation avec à sa tête le sous-préfet Renard. Avec détermination, Grand-Bourg a réagi. Mais la provocation ne s'est pas arrêtée. Elle a continué par l'arrestation matinale de Philippe BAVARDAY, de Louis BASTIDE et de Jean GIRARD le mardi 17 juin, journée de lutte face à la répression des hordes du colonialisme français, qui a permis la libération de Jean GIRARD.

2) le colonialisme pensait ainsi isoler Marie-Galante du reste de la Guadeloupe. La journée de mercredi a démontré qu'il s'est lourdement trompé. Louis BASTIDE et Philippe BAVARDAY grâce à la mobilisation populaire ont été libérés à Pointe-à-Pitre le mercredi 18 juin.

3) La lutte ne peut s'arrêter là : le procureur de la république de Pointe-à-Pitre ayant frappé d'appel l'ordonnance de mise en liberté de Bavarday, la chambre d'accusation. se réunit le vendredi 27 juin à 9 h à Basse-Terre pour infirmer ou confirmer la dite ordonnance. En cas d'infirmation, Bavarday sera immédiatement arrêté et remis en prison. Pour empêcher cela, il faut l'unité et la mobilisation de toutes les forces anticolonialistes de notre pays.

4) Les journaux et toutes les organisations soussignés, conscients que la répression à Marie-Galante concerne la Guadeloupe toute entière, ont décidé de créer un comité de coordination et de lutte contre la répression.

Ils dénoncent : *— Les menées répressives de l'administration et de l'armée coloniale.*

Ils exigent : *a) L'arrêt de toute procédure judiciaire contre BAVARDAY et BASTIDE. b) Le retrait de toutes les troupes françaises de la Guadeloupe.*

Ils appelent : *— A la vigilance contre toute tentative d'élargissement des poursuites.*

LE VENDREDI 27 JUIN TOUS A BASSE-TERRE DEVANT LE PALAIS DE JUSTICE A 8 H !

Signé : *Comité de Coordination et de lutte contre la répression ;*
— FEN — SGEG — Ligue des Droits de l'homme.
— Amicale des Marie-Galantais — UGTG — UPG —
— Journal Guadeloupéen — UIG-CFDT —
— Journal JA KA TA — MASU — Groupe de Réflexion et d'Action de Marie-Galante — UJCG — CGTG — UPLG —
COMBAT OUVRIER — Groupe Révolution Socialiste — UNEEG — PCQ — UFG —
JAG —

Le 25 juin 1980.

ECHOS DES ENTREPRISES

MÉTALLURGIE

LE PONT DE FOND-LAHAYE : MERCI A LA SOCALTRA POUR LA SOIRÉE...

Fond Lahaye a connu une animation exceptionnelle dans la nuit de jeudi à vendredi dernier, avec une coupure de la route pendant 17 heures, queues de voitures sur des kilomètres, et foule énorme toute la nuit pour regarder le spectacle offert gratuitement par les grosses têtes de la Socaltra : en effet on n'arrivait pas à mettre en place le pont parce que les rails destinés à le faire glisser ployaient sous son poids !

Et ces rails ont été commandés à la Socaltra. On se demande quelles grosses têtes ont étudié le problème pour arriver à une si brillante solution !

En tout les cas les habitants de Fond Lahaye et les milliers de personnes bloquées sur la route doivent adresser leur remerciements à ces messieurs de la Socaltra, pour la soirée divertissante et animée qu'ils leur ont procurée...

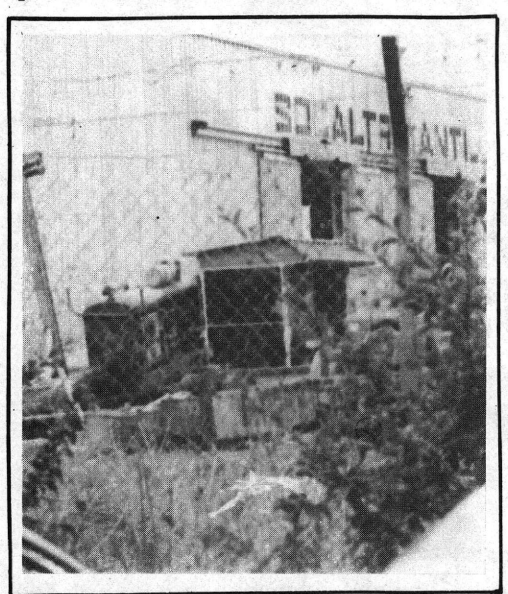
Socaltra (Métallurgie)

LE CLOU DU SPECTACLE : KI NOUVEL PLOUF DANS LA MARE !

Un des temps forts de cette folle nuit à Fond Lahaye aura été sans conteste le spectacle offert par Ki Nouvel s'étalant magistralement dans la boue et la m... après un saut en arrière particulièrement réussi.

Ce numéro est très difficile à réussir mais Ki Nouvel a prouvé ce soir-là qu'il était un véritable artiste. Il a en effet manœuvré de toutes ses forces un vieux tire-fort de la Socaltra, qui a fini par céder sous la pression, et notre acrobate s'est retrouvé dans le fossé. On appelle ça : « le saut de l'ange ».

Le numéro a été fortement apprécié par les spectateurs. Toutes nos félicitations !



MÉTALLURGIE SOCALTRA -SARA VIVE LES TIRE-AU-FLANC !

Pour nous qui travaillons dans le bac de la Sara, c'est l'enfer ! Il fait une chaleur épouvantable, et lorsqu'il pleut il n'y a aucun endroit pour s'abriter.

En plus de cela, on nous oblige à faire des heures supplémentaires, et ceux qui refusent sont mis à l'index, ou traités de « tire-au-flanc » par les chefs.

Eh bien, donnons raison aux chefs : soyons tous des « tire-au-flanc ».

Métallurgie

SOCALTRA-SARA UN CHEF PRESSÉ = DANGER !

La semaine dernière sur le chantier de la Sara, des tôles mal arrimées ont glissé du câble de la grue qui les soulevait et sont tombées. Heureusement il n'y a pas eu de victimes, mais cela aurait pu être grave, d'autant plus qu'un câble électrique de 380 volts passait juste à l'endroit où les tôles sont tombées. Le contact a été évité de justesse, grâce à un talus qui a retenu les tôles.

Mais toute l'affaire vient d'un petit chef blanc de la Sara qui faisait accélérer les cadences et qui a voulu que les ouvriers attachent plusieurs tôles à la fois pour les monter. Si les tôles lui étaient tombées dessus, cela l'aurait certainement fait réfléchir...

Bâtiment Martinique

RAMEDACE : GRÈVE DES OUVRIERS POUR EXIGER LE NOUVEAU SALAIRE.

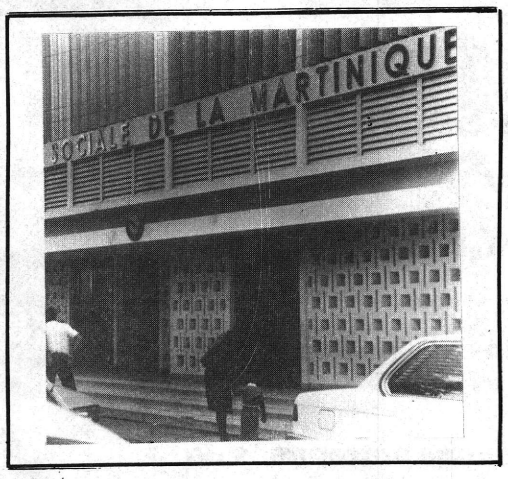
Depuis la signature du dernier protocole d'accord définissant un nouveau barème pour les salaires, l'entrepreneur RAMEDACE, n'a toujours pas payé ce tarif.

Pourtant sur le chantier, le mécontentement s'amplifiait car les ouvriers entendaient ne pas se laisser voler.

Et c'est en fin de compte cette volonté qu'ils exprimèrent en arrêtant le travail la semaine dernière à Ste-MARIE.

Et là, RAMEDACE fut bien obligé de tenir compte de ce langage. Et le mieux qu'il eut à faire à ce moment, a été de céder en promettant de payer le mois prochain au tarif normal.

Sécurité Sociale (Fort-de-France)



ROND-POINT : LES TEMPS SONT DURS POUR LES GARDES-CHIOURMES.

Pour le petit groupe que nous sommes à ne pas faire l'horaire aménagé, il nous faut un « ange gardien », après 17 heures.

Mais dans ce cas, pour lui, le rôle devient ingrat. Car s'il est plus facile de surveiller un personnel nombreux sans trop se faire remarquer, dans le cas d'un petit nombre de travailleurs, il doit nécessairement rester debout comme un pot de chambre à nous regarder !

Et dès lors que le garde-chiourme ne peut plus épier, ne peut plus surprendre, ne peut plus prêter l'oreille sans se faire remarquer, il ne peut plus être lui-même.

Et pour celui à qui le rôle colle à la peau, comme c'est le cas de celui des Cotisations, cela devient une charge, d'autant que nous ne sommes pas « compréhensifs ».

PAROLES, PAROLES, PAROLES...

Une trentaine d'agents, ont passé l'examen de technicien en Administration générale et en Assurances sociales depuis près d'un an déjà pour certains, et depuis 6 mois pour d'autres, sans que la direction ait depuis à en tenir compte, pour le reclassement.

On se souvient que, le secrétaire général n'avait pas tari d'éloges et que les admis ont eu droit à ses discours, louanges et félicitations.

Lui qui paraisssait en de si bonnes dispositions pour nous féliciter, il n'a cependant rien fait pour changer nos situations.

Evidemment, ce spécialiste en louanges se garde bien de nous parler de promotion, cela coûte plus cher que la pommade !

Sécurité Sociale
Fort-de-France

MATERIEL : FORT EN GUEULE, MAIS A LA TÂCHE...

Dernièrement, le responsable du service du Matériel qui faisait sa « ronde » à Desclieux pendant le nettoyage effectué par les femmes de service, a « surpris » selon lui, deux d'entre elles « assises à ne rien faire ».

En réalité, ces deux femmes de ménages prenaient normalement leur casse-croûte comme cela se fait.

Mais de là à dire que le travail de ces deux femmes était mal fait, il n'y avait qu'un pas, que « notre géreur » a vite franchi. Et c'est fortes de leur droit, que ces deux femmes n'ont pas laissé sans réponse cette accusation gratuite.

Et d'ailleurs, après tout, si ce chef se sent plus de compétence, il n'a qu'à prendre le balai et montrer ce qu'il sait faire...

Sécurité Sociale (Fort-de-France)

A QUAND LA RENCONTRE ANNUELLE ?

Le syndicat CGTM semble être plongé en profonde léthargie ces temps-ci.

Car ne voilà-t-il pas que l'une des rares occasions qu'il nous offrait de discuter ensemble semble être mise au rencart.

En effet, la rencontre annuelle qui réunit plusieurs dizaines de travailleurs aux environs du mois de mai, n'a toujours pas eu lieu.

Est-ce là une remise en cause de cette pratique ?

Auquel cas encore une fois, on ne nous aurait pas demandé notre avis.

ROND-POINT : APRÈS LE COUP DU TÉLÉPHONE, LA DIRECTION SE DÉFILE.

Au Rond-Point, l'escalade continue sur la question du téléphone.

On se rappelle, qu'une première note de service interdisait les appels vers l'extérieur de la Caisse.

Eh bien la direction vient de nous prouver qu'elle a de la suite dans les idées. Voilà qu'elle interdit maintenant l'utilisation du téléphone à l'intérieur même de la Caisse.

Autrement dit, un agent ne pourra désormais appeler ni le comité d'entreprise, ni la mutuelle par exemple qui se trouve à la Caserne-Bouillé.

Après ce mauvais coup, il faut croire que notre sous-directeur lui n'a pas perdu le fil, car il a profité pour filer, sans doute de peur d'avoir avec nous du fil à retordre!

E.D.F. Martinique

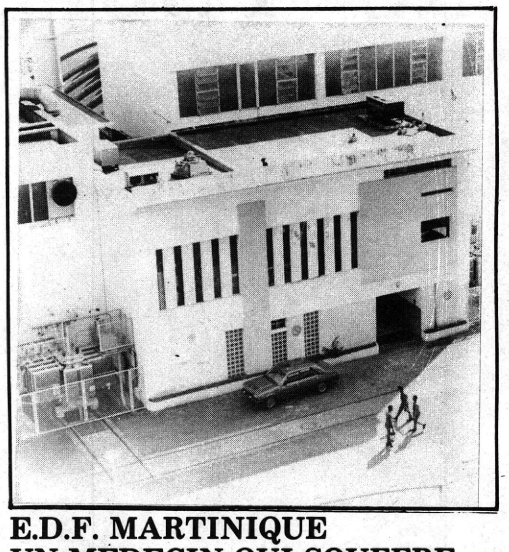
MANOEUVRES A PK : EN DANGER PERMANENT !

On continue à demander aux manoeuvres de Pointe des Carrières chargés du nettoyage de faire le lavage complet des moteurs.

Il s'agit non seulement de laver le bati des moteurs, mais aussi d'intervenir avec un jet d'eau à proximité des circuits électriques.

On voit bien les dangers et les risques d'accident qui en découlent.

Pour qu'une telle situation existe, il faut croire que du côté des cadres et de la direction il y en a qui sont payés à ne rien faire !



E.D.F. MARTINIQUE UN MÉDECIN QUI SOUFFRE...

Nous sommes depuis longtemps mécontents du médecin du travail entièrement dévoué à la direction. Aussi, dans plusieurs réunions avec la direction, le syndicat à demandé son renvoi.

Mais ce monsieur a réagi vigoureusement en proposant de se soumettre à la critique d'une réunion de syndiqués...

Il faut croire, que c'est la peur de perdre une place intéressante qui lui a dicté cette attitude. Pour qu'il accepte maintenant de prendre en compte nos griefs, il doit avoir une grosse compensation derrière !

« DOIT REDOUBLER D'EFFORTS... »

Il nous semblait que le nouveau chef avait compris quelle était la bonne voie pour régler les conflits qui nous opposent à la direction.

En effet, il avait accepté un calendrier de réunions, le reclassement, et la création de nouveaux postes au service production, au STE, au service commercial, dans le district et la comptabilité.

Après quelques mois d'exercice, nous constatons que les processus d'embauche et de reclassement deviennent plus longs, et les accords se raréfient...

Il ne faut surtout pas que le chef de centre s'arrête en si bon chemin.

Car jusqu'ici nous avons eu affaire aux plats d'entrée. Il faut maintenant s'attaquer au plat de résistance que constituent l'application du statut, les conditions de travail, etc.

Alors, encore un effort !

E.D.F. Martinique

LE BOI BOI DE SERVICE

Après la grève du 13 juin, la section syndicale, FO de l'EDF a fait publier par la presse à la solde du pouvoir, France-Antilles et FR3, un communiqué dénonçant notre grève et les coupures effectuées.

Ce même syndicat prétend qu'il existe d'autres moyens de faire aboutir les justes revendications des travailleurs.

Ces donneurs de leçon ou plutôt ce donneur de leçon, car la section syndicale FO semble se réunir avec son seul secrétaire général, a perdu une bonne occasion de se taire.

Nous laissons bien volontiers ses méthodes au secrétaire FO, méthodes qui sont la flatterie, les courbettes, la servilité la plus plate vis-à-vis de la direction.

Car c'est bien connu, avoir l'échine perpétuellement courbée ça finit par faire mal !

Centre Hospitalier de Fort-de-France

UN EXCITÉ A METTRE AU PAS

Mercredi 18, un interne français de Clarac du nom de Perdeborde dégonfle les 4 pneus de la voiture d'une travailleuse, sous prétexte que cette voiture le gênait. Ceci, après s'être assuré que ce n'était la voiture d'aucun chef de service et après avoir dégagé la sienne en faisant déplacer une autre.

Ce n'est pas tout, après avoir fait tout cela, cet individu à déclaré à l'intéressée que s'il fallait recommencer il le ferait...

En voilà un qui se prépare des jours bien sombres en Martinique !

QUAND L'EXEMPLE VIENT D'EN HAUT : ZOBDA ET LEOCADIE ONT FAIT ECOLE.

La direction saisie du problème par l'intersyndicale, répondit que l'interne étant VAT, le dossier et les rapports des différents intervenants ont été adressés au préfet. Soit.

Heureusement pour elle cette fois-ci, car elle aurait été bien gênée de prendre une décision, étant personnellement habituée à ce genre de pratiques.

On se souvient en effet que Zobda et Léocadie avaient eux-mêmes dégonflé des pneus de voitures dans des occasions semblables. Il n'est donc pas étonnant que ces messieurs aient fait des adeptes !



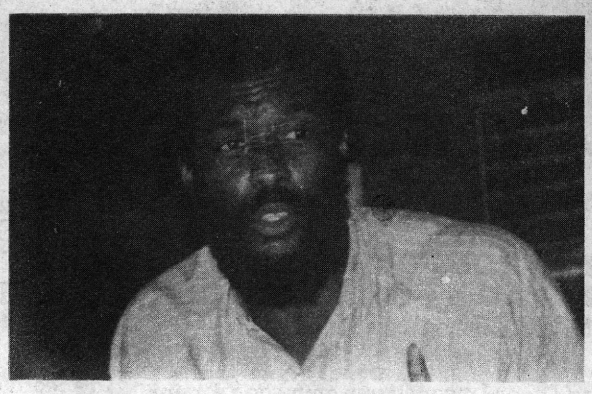
ABERRANT :

Ne faites surtout pas d'accident de travail au sein de votre service.

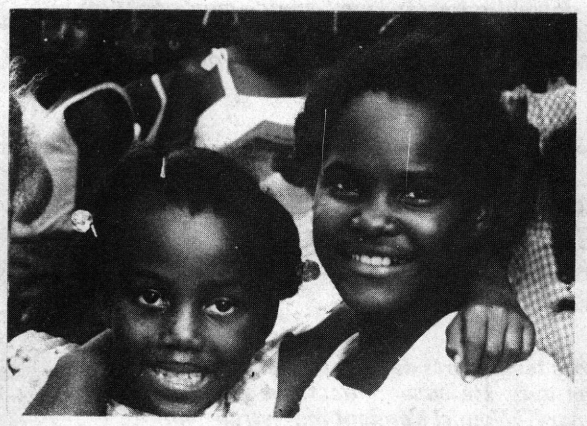
Car vous aurez la malheureuse surprise d'apprendre que le médecin ne peut vous soigner... Il faut semble-t-il passer par le service d'urgence ou sortir de l'hôpital pour voir son médecin traitant !

C'est cette dernière solution qu'a proposée un chef de service à un agent qui est tombé pendant son travail dans l'après-midi et qui a eu une blessure au genoux.

Le 12 et 13 juillet LA FÊTE de Combat Ouvrier









De nombreux artistes confirmés, de jeunes talents, des amateurs talentueux, se produiront pour votre plaisir:

- **Félix Jerpan, violoniste,**
- **Le groupe Kasangua (gro ka et danse)**
- **Patrick, presditigidateur,**
- **Ballet Modern Ferly,**
- **Grofié, Maryse Romanos, poèmes gro Ka et accordéon,**

Des artistes de Martinique

- **Léon Sainte-Rose — et son groupe,**
- **Duverger, conteur,**

Des conférenciers vous entretiendront sur les différents sujets :

- **Mme Simet-Lutin : « le point sur la contraception et l'interruption volontaire de grossesse en Guadeloupe ».**
- **M. Feuillard sur le volcanisme.**
- **Dr Berchel sur les problèmes de la malnutrition.**
- **Melle Dahomay sur l'enseignement dans les maternelles.**
- **Guy Tirolien.**
- **Max Ganot.**

Le 12 à Partir de 22 h BAL avec SELECTA de Sainte-Rose.

Des films vous seront proposés. Des montages de diapositives sur :

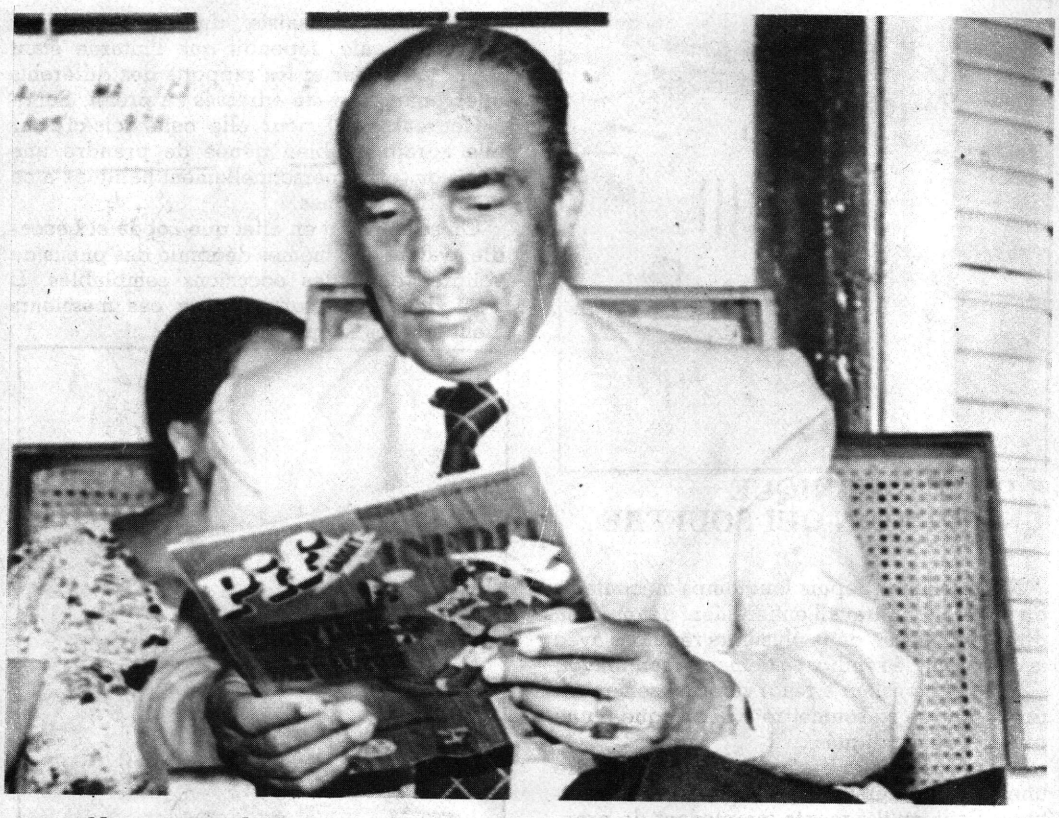
- **L'Algérie, le Sénégal, le Tiers Monde et le sous développement, l'origine de la Vie, la révolution russe, les Noirs américains.**

Les différents groupes et organisations politiques et syndicales invités pourront présenter des forums sur les sujets de leur choix.
La fête de Combat Ouvrier, c'est la fête des travailleurs.
Des stands présenteront l'activité des révolutionnaires dans différentes entreprises de Guadeloupe et de Martinique.
Mais la fête ce sera l'occasion pour tous ceux qui sympathisent avec notre tendance, travailleurs, jeunes (et moins jeunes), de se distraire, de s'exprimer et aussi de se retrouver dans une ambiance fraternelle.

La liste des artistes, des conférenciers, des spectacles n'est pas close. Nous compléterons le programme au fur et à mesure.

MAIS DÈS MAINTENANT, AMIS, SYMPATHISANTS ACHETEZ VOS VIGNETTES DE SOUTIEN A LA FÊTE auprès de nos sympathisants et vendeurs.

LA MATRAQUE POUR LES TRAVAILLEURS, LES MILLIONS POUR LES PATRONS.



Emile Maurice

Emile Maurice et Camille Petit sont rentrés de Paris avec 7 millions de francs lourds dans leurs bagages. C'est le montant de la subvention spéciale du FIDOM accordée à la Martinique, sur décision du comité interministériel.

C'est donc l'autre aspect de la politique de Dijoud concernant la Martinique : d'un côté il fait donner du bâton, avec l'envoi des gardes mobiles, de l'autre il présente une carotte appétissante, avec cette somme confortable offerte par le gouvernement.

Seulement, carotte et bâton ne sont pas destinés aux mêmes personnes en Martinique.

Si les travailleurs ont largement leur part de bâton, avec l'envoi systématique des forces armées contre leurs grèves et leurs manifestations, par contre la carotte ne leur est pas destinée. Car les 7 millions de francs lourds iront directement dans les poches de quelques capitalistes. Qu'on en juge :

La moitié de la somme est attribuée aux planteurs au titre de la sempiternelle « relance de l'économie sucrière ». On sait où sont passés jusqu'à présent tous les milliards consacrés à cette fameuse « relance » : dans les poches des békés qui se sont empressés de les investir dans d'autres secteurs plus rentables pour eux, comme le commerce, l'hotellerie, etc... Nul doute que ces nouveaux millions prendront le même chemin.

Une partie de la somme est consacrée au programme de diversification agricole. C'est encore les mêmes gros planteurs qui en bénéficieront.

Enfin, ceux qui seront largement servis sont les capitalistes de l'import-export (békés pour la plupart) et les grandes compagnies maritimes, c'est-à-dire essentiellement la CGM et la Compagnie Fabre qui assurent le plus gros trafic portuaire, mais aussi tous les capitalistes de l'industrie qui voudraient s'implanter en Martinique en bénéficiant des nouvelles structures portuaires. En effet, un tiers environ de la subvention est consacrée à la réalisation de la zone-industrialo-portuaire et à l'amélioration de la desserte portaire par l'aménagement de la rivière Monsieur. Les exportateurs de bananes qui profitent de la conteneurisation auront aussi indirectement leur part de ces crédits.

Tout le monde est donc servi parmi les riches.

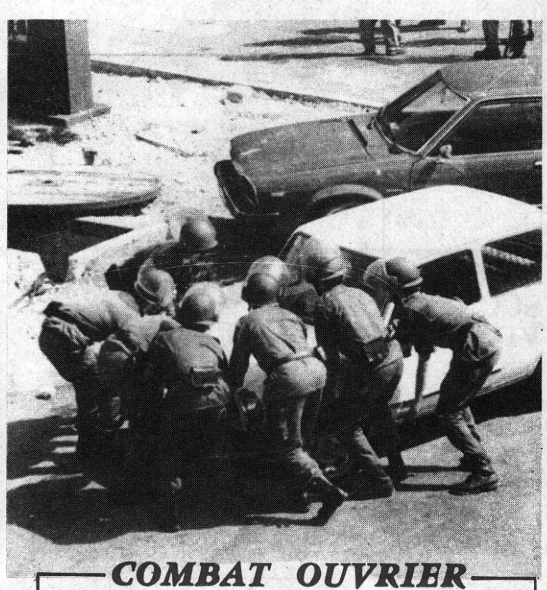
Pendant ce temps, les ouvriers et les petits planteurs de canne voient de la misère ; les ouvriers de la banane connaissent le chômage, les dockers sont licenciés en masse.

Mais les capitalistes qui les ont réduits au chômage, eux, s'emplissent les poches.

Les travailleurs sont en butte aux matraques et aux fusils parce qu'ils défendent leur pain.

Mais le gouvernement qui leur envoie ces matraques et ces fusils puise à pleines mains dans le budget de l'Etat (c'est-à-dire les impôts) pour enrichir encore les patrons.

Oui, c'est cela la politique du gouvernement. Mais il faudra que tout cela change et que les travailleurs se servent à leur tour dans les millions qu'ils ont eux-mêmes produits par leur travail et que les patrons et l'état leur extorquent quotidiennement. Il faudra que les travailleurs s'en prennent à la propriété des riches, à leurs capitaux et à leurs richesses qui ne se sont accumulés dans les mains des bourgeois que parce que les ouvriers, les pauvres ont été pressurés sans pitié.



COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance :
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
Combat Ouvrier
B.P. 145
75023 PARIS CEDEX

Impression
CIF Pointe-à-Pitre
Commission paritaire
N° 51728